

Chiffres noirs : le prix de l'hégémonie

Autor(en): **Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **- (2008)**

Heft 4

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346870>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



ETH-ZÜRICH

14. Juli 2008

BIBLIOTHEK

La défense tous azimuts a ses limites. Le Livre blanc américain prévoit de pouvoir agir dans deux zones d'opérations distinctes en obtenant un succès décisif dans l'un. Photos : US Army

Chiffres noirs: Le prix de l'hégémonie

Maj EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

Au moment où les élections américaines se précisent, où la politique d'augmentation temporaire des forces (*surge*) en Irak laisse la place au choix entre un retrait rapide (Démocrates) ou un maintien prolongé de la présence militaire américaine (Républicains), un ouvrage jette un pavé dans la marre.

Joseph Stiglitz, conseiller de l'administration Clinton (1995-1997), chef économiste de la Banque mondiale (1997-2000) et Prix Nobel d'économie en 2001, a choisi ce moment pour sortir un ouvrage polémique : *The Three Trillion Dollar War*¹. Dans cet ouvrage, il développe la thèse de grossières erreurs politiques et économiques de l'administration Bush, qui estimait pouvoir tirer un bénéfice stratégique et économique d'une guerre rapide en Irak.

L'estimation Rumsfeld

Larry Lindsey, le conseiller économique du Président et président du Conseil économique, a évoqué « la possibilité de coûts pouvant atteindre les 200 milliards ». Rejetant ces calculs qualifiés de « ridicules » avant de déclencher les opérations militaires, le Secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz ont fait état d'une estimation de 50 à 60 milliards de dollars seulement, déclarant que la reconstruction du pays pourrait être autofinancée par les ventes de pétrole. La réévaluation en raison de l'inflation met ces estimations à 57 et 69 milliards de dollars de 2007. Mais nous sommes très loin des 400 milliards dépensés à ce jour pour les seules opérations militaires. Si l'on ajoute à ces dépenses les coûts de reconstruction, la mise en chantier d'une ambassade et la sûreté accrue sur les bases militaires, ce chiffre dépasse actuellement 845 milliards. L'estimation initiale est à mettre en rapport avec la récente demande

de l'administration au Congrès pour une rallonge de... 200 milliards cette année seulement !

Les grands nombres

Si l'on met en rapport les coûts directs des opérations militaires en Irak, l'invasion de 2003 a coûté davantage que la guerre du Vietnam (1959-1975), deux fois plus que la guerre de Corée (1950-1953), deux fois plus que la Première Guerre mondiale (1914-1918) et dix fois plus que la libération du Koweït (1992). La seule guerre dans l'histoire américaine ayant coûté plus cher est la Seconde Guerre mondiale (1941-1945) : 5 000 milliards de dollars (2007) pour la mobilisation d'un effectif considérable de 16,3 million de soldats.

Ce qui est nouveau avec la guerre actuelle contre le Terrorisme (GWOT), c'est qu'au lieu de lever les impôts, comme cela a été fait dans les conflits précédents, ceux-ci ont été baissés et les coûts évoqués plus haut sont portés sur la dette, creusant ainsi le déficit américain.

Les ressources américaines sont mises à rude épreuve. Avoir désigné le terrorisme « global » oblige de protéger les intérêts américains aux quatre coins du monde.



¹ Joseph Stiglitz et Linda Bilmes, *The Three Trillion Dollar War*, Allen Lane, London, 2008. Linda Bilmes enseigne la politique publique à la Kennedy School of Government, Université de Harvard. Elle a également été conseillère économique de l'administration Clinton.



Les embuscades sont quotidiennes.

Alors que lors de la campagne « éclair » de l'été 2003, les opérations coûtaient 4,4 milliards par mois, ce chiffre s'élève aujourd'hui à 12,5 milliards par mois en Irak et 16 milliards par mois en Afghanistan. Ce total de 16 milliards est l'équivalent du budget de 38 états américains ; il équivaut au budget annuel des Nations unies.



Les troupes légères, vulnérables, ont montré leurs limites.

Ces chiffres n'incluent cependant pas le budget « ordinaire » de la Défense, qui s'élève à 500 milliards par an et représente la moitié des dépenses militaires mondiales. Il faut encore ajouter plusieurs dizaines de milliards pour refléter les coûts des services de renseignement et des autres agences (*Homeland Security*, protection aux frontières, lutte anti-drogue, aide militaire aux pays alliés, etc). Ainsi, en comptabilisant l'ensemble des coûts directs et indirects, ainsi que les

conséquences de la guerre –notamment, la remise en état et le remplacement du matériel, les coûts de traitement de maladies ou de troubles contractés par les vétérans²-, Stiglitz parvient à un coût total « conservateur » de 3 000 milliards de dollars. Ce chiffre ne reflète cependant que la somme à payer par les contribuables américains. Si l'on veut tenir compte des sommes dépensées par les pays alliés et par les Irakiens, cette somme devrait être doublée.

Chiffres noirs

La guerre en Irak fête en ce moment un triste cinquième anniversaire. Dans ce temps ont été dépensé l'équivalent de 12 années au Vietnam. Mais le problème n'est pas seulement quantitatif. Le Département de la Défense américain est incapable de gérer efficacement un budget aussi vaste. Ces derniers 10 ans, le DoD n'a passé avec succès aucun des 10 audits officiels, ce qui permet à Stiglitz d'affirmer que « les finances du Département de la Défense, basées sur une comptabilité inadaptée pour gérer une entreprise plus grande qu'une épicerie, est tellement inadéquate (...) qu'il est souvent impossible de savoir exactement combien est dépensé et sur quoi ». Une affaire récente porte, du reste, sur 8,8 milliards de fonds de développement pour l'Irak, égarés entre le DoD et les autorités irakiennes.

La stratégie de *Surge* au début 2007 se basait sur le renforcement du contingent de 20 000 soldats, pour

² On estime aujourd'hui que 40% des soldats américains reviennent au pays avec des troubles psychologiques: PTSD.

un coût de 5,6 milliards. Mais l'annonce omettait de préciser que ce montant ne comprenait que les troupes combattantes pour une période de 4 mois, sans comptabiliser les 15 à 28 000 soldats nécessaires pour appuyer ces opérations.

Mais l'enquête de Stiglitz et Bilmes met en lumière des faits encore plus troublants. Alors qu'un soldat est payé 40 000 dollars par an, un « contracteur » membre d'une compagnie militaire privée (PMC) coûte 400 000 dollars à l'Etat américain. Le recrutement étant devenu si difficile, le gouvernement encourage désormais les étrangers et les accusés par des contrats donnant accès au passeport ou à des primes.

Après le C4ISTAR et la numérisation, le nouveau leitmotiv est la protection des forces, à l'instar de ce Hummer rétrofité avec des plaques de blindage et une tourelle.



Non sans un certain cynisme, l'administration défend ces dépenses avec l'argument que « les vies de soldats américains n'ont pas de prix ». Au début de 2003, les indemnités payées par le gouvernement aux familles des soldats tués a été augmenté de 12 240 à 100 000 dollars et entre 250 et 400 000 dollars d'assurance-vie. Même ce chiffre ne représente « que » 500 000 dollars annuellement. Quant au nombre de 4 000 militaires américains tués en Irak, il ne comptabilise ni les morts accidentelles, ni les maladies, ni les membres des PMC qui bénéficient pourtant des mêmes avantages que leurs homologues sous l'uniforme.

Les chiffres des pertes sont dissimulés, notamment en ce qui concerne les pertes en dehors des combats. Stieglitz estime que le chiffre des blessés est 15 fois plus élevé que celui des pertes officielles. 2/3 des soldats évacués le sont pour maladie. Pour illustrer un proverbe américain « penny-wise and pound-poor », l'administration tente de faire des économies où elle le peut. Les pertes d'équipement personnel sont à la charge des soldats, comme certaines parties de l'équipement personnel – en particulier des protections. Il faut attendre 2006 et le remplacement de Donald Rumsfeld par Robert Gates au Secréteriat à la Défense, pour mettre en place un programme massif d'acquisition de protections pour les soldats et les véhicules à roues *Humvee*, *Stryker* et MRAP³. A cette date, 1 500 soldats avaient déjà perdu la vie suite à des explosifs improvisés⁴ le long des routes.

³ Mine Resistant Ambush-Protected (MRAP).

⁴ Improvised Explosive Devices (IED).



Comme lors de la politique de « vietnamisation » des années 1970, le succès et le retrait américain dépendent de la qualité et de la loyauté des forces armées locales.

Pour le meilleur et...

La politique britannique atlantiste pourrait elle aussi coûter cher. Le Royaume-Uni a contribué à la guerre contre le terrorisme à hauteur de 46 000 soldats, soit 10 % du total. Le budget initial prévu par Gordon Brown était de 1 milliard de livres en 2001. Or à ce jour, on estime que plus de 7 milliards ont été dépensés en coûts directs des opérations en Irak (76%) et en Afghanistan (24%), à travers des provisions supplémentaires et le drainage du budget régulier de la défense. Certains de ces fonds n'ont pas été approuvés par le Parlement.

A ce rythme, malgré le plafonnement de l'engagement de troupes à 2 500 en Irak et 7 à 8 000 en Afghanistan, la Commission de Défense de la Chambre Haute prévoit jusqu'en 2010 un renchérissement des dépenses de 2% par an et une réduction des coûts en personnel de 5% en Irak, alors que les coûts en Afghanistan vont augmenter de 39%. D'ici 2010, les dépenses accumulées pourraient totaliser 18 milliards de livres, auxquels il faudrait ajouter 20 milliards de coûts indirects.

Le fantôme de Clinton

Si tout va mal à l'étranger, ce n'est pas mieux à l'intérieur des frontières. Le coût de la guerre a été majoré par le système d'acquisition d'armement mis en place par le Département de la Défense américain. Avec le « one-source bidding », il n'y a pas de compétition entre les firmes. Certaines compagnies reçoivent donc des sommes considérables, à l'instar d'Halliburton qui décroche ainsi un contrat unique de 19,3 milliards de dollars. Nous sommes loin du libéralisme conservateur prôné par l'administration dans d'autres dossiers.

En parlant de libéralisme, signalons tout de même que le gouvernement américain, sous l'impulsion de Paul Brenner, a imposé à l'autorité irakienne un système de concurrence et de réduction des tarifs douaniers, responsable d'un chômage massif et de l'insécurité qui en résulte. Parallèlement, un système de plafonnement des impôts encourage la corruption dans les gouvernements locaux... Cette mauvaise gestion économique – la guerre à crédit – est renforcée par les bas taux d'intérêt maintenus

par la Réserve fédérale américaine. Ceux-ci encouragent les foyers à s'endetter ; tout comme l'Etat, qui avec ses baisses d'impôt est contraint de réduire ses dépenses et d'emprunter où il le peut. La crise bancaire et la croissance de l'influence chinoise dans le tissu économique américain en sont un résultat patent.

La phrase de Bill Clinton lors de son élection en 1992 prend ici tout son sens : « *It's the economy, stupid!* »

A+V

Les pertes américaines en Irak et dans le Golfe Persique du 20 mars 2003 au 13 mai 2008

Pertes américaines	(1)	(2)	(3)
20.03.2003 au 31.12.2007	4 495	42 508	6 099
1.01.2008 au 13.05.2008	203	1 530	212
20.03.2003 au 13.05.2008	4 698	44 038	6 311

(1) Tués au combat, dans des accidents en Irak et dans le Golfe persique ou décédés à l'hôpital.

(2) Blessés graves en Irak et dans le Golfe Arabo-Persique.

(3) Le nombre effectif des soldats américains décédés tient compte de ceux qui sont morts quelques semaines ou quelques mois plus tard, des suites de leurs blessures ou qui se sont suicidés soit sur le théâtre des opérations (152) soit peu de temps après leur retour aux Etats-Unis. Il faut noter qu'au moins 96 soldats de sexe féminin ont été tués en Irak. Il faut également noter que le nombre des désertions dans les rangs américains se monte à 26 224, dont 5 843 en 2007, celui dans les rangs de la « nouvelle armée irakienne » à plusieurs dizaines de milliers. Syndromes vietnamiens : 15% des soldats de retour d'Irak et d'Afghanistan auraient de graves problèmes d'addiction aux drogues et en particulier à l'héroïne.

Source : *Navires & Histoire* No.48, 2008, p.17.

Evaluation du bilan humain de la « World War IV » (Global War on Terrorism) entre le 11 septembre 2001 et le 13 mai 2008

Tués/décédés en Irak toutes nationalités confondues	424 449
Tués en Afghanistan, au Pakistan et au Tadjikistan, toutes nationalités confondues	62 528
Tués sur les autres théâtres d'opérations (Philippines, Afrique subsaharienne, Yémen...)	16 042
Tués au cours d'opérations de police à travers le monde dans le cadre de la GWOT	3 222
Tués dans des attentats en dehors des zones de combats (avec les victimes du 11 septembre 2001)	5 006
Nombre total des morts causés par la guerre et les attentats	511 247
Tués sur le nouveau front de la Méditerranée orientale (Liban, Israël, Palestine) depuis juillet 2006	5 447
Tués sur le nouveau front de Somalie depuis le 1 ^{er} novembre 2006 (avec les réfugiés morts en mer)	12 635
Total	529 329

Source : *Navires & Histoire* No.48, 2008, p.17.

Nouvelles brèves – Suisse

28.03.2008 – Adaptations

Les mesures d'adaptation de l'armée dans le domaine de la logistique, définies en octobre 2007 et communiquées en novembre 2007, commencent à produire leurs effets.

- les standards des exploitants pour les infrastructures de l'armée ont été réduits, principalement d'ordre quantitatif: travaux de nettoyage et entretien des aménagements extérieurs notamment ;
- la troupe doit soutenir cet effort : 3025 militaires sont prévus à ces tâches en 2008 ; entre 2009 et 2010, 4350 militaires au maximum seront engagés au profit de la BLA ;
- certaines tâches dans le domaine « systèmes et matériels » seront externalisées, c'est-à-dire confiées à l'économie privée.

D'autres mesures prises du côté de la troupe visent entre autres à éviter des travaux administratifs supplémentaires, à garantir une alimentation suffisante notamment au niveau des cadres ainsi qu'à augmenter la disponibilité matérielle.

Les bataillons d'aide au commandement (bat aide cdmt) ne seront finalement pas renommés. La désignation et le signe conventionnel du bat aide cdmt seront donc maintenus, ce qui permettra d'éviter des charges administratives supplémentaires.

Seules deux au lieu des trois compagnies d'ondes dirigées prévues seront formées par bataillon d'ondes dirigées type B afin de garantir l'alimentation en personnel et d'augmenter la disponibilité matérielle.

L'un des trois bataillons d'ondes dirigées type B prévus au 1^{er} janvier 2011 sera déjà formé au 1^{er} janvier 2009. Ce sera possible grâce aux effectifs des bataillons d'ondes dirigées actuellement disponibles.

Dans le bat sap chars, la quatrième cp sap chars est supprimée. Les 12 chars du génie et de déminage approuvés dans le cadre du programme d'armement 06 ne permettent en effet d'équiper que trois compagnies.

Les centres de conduite du feu (CCF) de l'artillerie seront réduits et intégrés dans les états-majors des Grandes Unités.

Un effort particulier doit être consenti à la logistique.

